RCS : BORDEAUX
Code greffe : 3302

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 03705
Numéro SIREN : 797 670 445
Nom ou dénomination : E COMMERCE NETWORK

Ce dépôt a été enregistré le 19/11/2013 sous le numéro de dépôt 18894

E COMMERCE NETWORK
Société à responsabilité limitée
au capital de 150 000 euros
Siège social : 39 ALLEE FELIX NADAR
33700 MERIGNAC

Le présent acte a été déposé au Greffe du Tribunal de commerce de Bordeaux

Le 19 NOV. 2013

sous le N° 18894

STATUTS

Statuts mis à jour suite à AGE du 23/10/2013

Certifié conforme.

Le gérant

Greffe du Tribunal de Commerce de Bordeaux : dépôt N°18894 en date du 19/11/2013

Les soussignés :

Monsieur Pierre-Marie DAUVIN .
Demeurant 11 allée Arago bâtiment D 33200,Bordeaux
Né le 10 octobre 1982 à ST BRIEUC
De nationalité française
Célibataire

Mademoiselle Cindy CARIOU
Demeurant 11 allée Arago bâtiment D 33200 Bordeaux
Né le 30 juillet 1983 à LANDIVISIAU
De nationalité française
Célibataire

La société JHC Investissement, Société à responsabilité limitée au capital de 194.756 euros, ayant son siège social Immeuble Ambre rue de la blancherie, 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 75008547400013 RCS BORDEAUX, représentée aux présentes par son gérant Jean Hervé Ciron.

Monsieur Jean-Philippe FILLIE
Demeurant 13 rue Constantin 33000 BORDEAUX
Né le 22 mai 1980 à CENON
De nationalité française
Célibataire

Ont décidé de constituer entre eux une société à responsabilité limitée et ont adopté les statuts établis ci-après :

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

JHC PMD JPF C.C

ARTICLE 2 - OBJET

La société à pour objet directement ou indirectement en France et à l'étranger :

La conception, la fabrication l'exploitation et le développement de sites internet dans le domaine du tourisme.

La fourniture de prestation de services, notamment informatique et sur internet, ainsi que la création et l'exploitation de bases de données, la commercialisation de services au moyen de réseaux informatique et de télécommunication et notamment sur internet,

La promotion commerciale et l'exploitation de tous fonds de commerce de publicité et de transaction sur immeubles et fonds de commerce : constitution de fichiers d'annonce ; hébergement, édition et publication de service télématique, vocaux et de journaux et support électronique multimédia.

Société de services et d'ingénierie en informatique, développement logiciel, développement applications, développement de site web, formation, exploitation de licences logiciel, vente de produits et services informatique, location d'espace de travail (bureau), transfert de compétences, distribution et location de licences d'exploitation, vente ou location de produits.,

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : E COMMERCE NETWORK.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 39 ALLEE FELIX NADAR, 33700 MERIGNAC.

JAC RMD SPF C.C

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par une simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale extraordinaire, et en tout autre lieu en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Le capital social est constitué par les apports suivants :

Apports en numéraire

Il est apporté en numéraire :

par Monsieur Pierre-Marie DAUVIN, la somme de	875,00 euros
par Mademoiselle Cindy CARIOU, la somme de	875,00 euros
par la société JHC Investissement, la somme de	1750,00 euros
par Monsieur Jean-Philippe FILLIE, la somme de	6500,00 euros

Soit au total la somme de dix mille euros (10000,00 euros), déposée intégralement à un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque, déposé à la banque populaire d'Eysines Grand Louis au 67, avenue de Saint Médard 33320 Eysines.

Il est ajouté à cet article l'alinéa suivant :
"Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1er octobre 2013, le capital social a été augmenté d'une somme de 49 000 euros en numéraire et par apport en nature effectué par Monsieur Jean-Philippe FILLIE de La propriété intellectuelle 321louez des codes sources, des noms de domaines 321louez.fr et 321louez.com d'une base de données d'annonce de 1956 propriétaires annonceurs, évalués à 91 000 euros,

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à cent cinquante mille euros (150 000 euros).

Il est divisé en 150 000 parts sociales de 1 euros chacune, entièrement souscrites et libérées dans les conditions exposées ci-dessus.

Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues par les dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

à Monsieur Pierre-Marie DAUVIN, treize mille cent vingt cinq parts sociales, ci 13 125 parts
à Mademoiselle Cindy CARIOU, treize mille cent vingt cinq parts sociales, ci 13 125 parts
à la société JHC Investissement, vingt six mille deux cent cinquante parts sociales, ci 26 250 parts
à Monsieur Jean-Philippe FILLIE, quatre vingt dix sept mille cinq cent parts sociales, ci 97 500 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 150 000 parts

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et qu'elles sont toutes souscrites et libérées comme indiqué ci-dessus.

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - CESSION - TRANSMISSION - LOCATION DES PARTS SOCIALES

1 - Cession entre vifs.

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Ce consentement est donné dans les conditions et modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il devra être agréé selon les conditions prévues ci-dessus pour les cessions de parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

3 - Transmission par décès.

En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant.

La valeur des droits sociaux est déterminée au jour du décès conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

La transmission des parts sociales de l'associé décédé au profit d'une personne non associée est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe 1 pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

En cas de refus d'agrément, et si aucune des solutions prévues au paragraphe 1 n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

4. Dissolution de communauté ou de Pacs du vivant de l'associé.

En cas de dissolution d'un Pacs, la liquidation de parts indivises sera effectuée par application des dispositions des articles 515-6, alinéa 1 et 831 du Code civil, avec possibilité d'attribution préférentielle des parts à l'autre partenaire par voie de partage, à charge de soulte s'il y a lieu.

5 - Location des parts sociales.

La location des parts sociales est interdite.

ARTICLE 11 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

JHC PND SPF CC

Monsieur Jean-Philippe FILLIE, demeurant 13 rue Constantin 33000 BORDEAUX
est nommé premier gérant de la Société pour une durée illimitée.

Sa rémunération sera fixée par la plus prochaine Assemblée.

Monsieur Jean-Philippe FILLIE déclare qu'aucune prescription, aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de ce mandat.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers en ont eu connaissance.

Dans les rapports entre associés, le gérant ou chacun des gérants a tous les pouvoirs nécessaires pour faire, dans l'intérêt de la Société, tous actes de gestion, sauf le droit pour chacun des gérants, s'ils sont plusieurs, de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue.

Le gérant peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'informer chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le décès ou le retrait du gérant n'entraîne pas la dissolution de la Société.

ARTICLE 12 - DECISIONS COLLECTIVES

Toutes les décisions collectives sont prises exclusivement en assemblée générale.

2 - Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus des deux tiers des parts sociales.

JHC PMD JBF CC

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, à la condition expresse de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :
- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile,
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts,
- par des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves,
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts pour toutes les autres décisions extraordinaires.

3 - En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu. Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leur mission dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2014.

JHC PnD JPF C.C

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur et sont soumis à l'approbation des associés dans les conditions prévues par ces lois et règlements.

ARTICLE 15 -AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 16 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

JHC PnD JPF C.C

ARTICLE 17 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration du terme statutaire de la durée de la Société et en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la Société entre en liquidation.

La liquidation de la Société est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture, mais il est également prévu ce qui suit :

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'associé unique est une personne physique.

Le tout sauf décision contraire de la collectivité des associés.

ARTICLE 18 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

ARTICLE 19 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

ARTICLE 20 - PUBLICITE - POUVOIRS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

JHC PND SPF C.C

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Jean-Philippe FILLIE et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Fait à MERIGNAC
Le 25 septembre 2013
En 5 exemplaires originaux

Cindy CARIOU

Pierre-Marie DAUVIN

Société JHC Investissement

Jean-Philippe FILLIE

Bon pour acceptation des fonctions de gérant

C.C

E COMMERCE NETWORK
Société à responsabilité limitée
au capital de 10 000 euros
Siège social : 39 ALLEE FELIX NADAR
33700 MERIGNAC

SIREN : 797 670 445 RCS Bordeaux

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 23 OCTOBRE 2013

Le présent acte a été
déposé au Greffe du
Tribunal de commerce
de Bordeaux

Le 19 NOV. 2013

sous le N° 18894

L'an 2013,

Le mercredi 23 octobre,

A 14 heures 30,

Les associés de la société E COMMERCE NETWORK, société à responsabilité limitée au capital de 10 000 euros, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, 39 ALLEE FELIX NADAR 33700 MERIGNAC, sur convocation de la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents :

Monsieur Pierre-Marie DAUVIN, propriétaire de	875 parts
Mademoiselle Cindy CARIOU , propriétaire de	875 parts
La société JHC Investissement, propriétaire de	1750 parts
Monsieur Jean-Philippe FILLIE, propriétaire de	6500 parts

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Jean-Philippe FILLIE, gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Greffe du Tribunal de Commerce de Bordeaux : dépôt N°18894 en date du 19/11/2013

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance,

- Augmentation du capital social d'une somme de 49 000 euros par l'émission de 49 000 parts sociales nouvelles de 1 euros chacune, à libérer en espèces,

- Approbation d'un apport en nature consenti à la Société, de son évaluation et de sa rémunération,

- Augmentation du capital social de 91 000 euros par apport en nature,

- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital,

- Modification corrélative des statuts,

- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence,

- le rapport de la gérance,

- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture :

- d'un contrat d'apport en date à Mérignac du 15 octobre 2013 aux termes duquel Monsieur Jean-Philippe FILLIE fait apport à la Société de La propriété intellectuelle 321louez des codes sources, des noms de domaines 321louez.fr et 321louez.com d'une base de données d'annonce de 1956 propriétaires annonceurs, évalués à 91 000 euros,

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance et constaté que le capital social était intégralement libéré, décide d'augmenter le capital social d'une somme de 140 000 euros, pour le porter de 10 000 euros à 150 000 euros par création de parts nouvelles, à souscrire et libérer en numéraire et en nature.

Cette augmentation est réalisée au moyen de l'émission au pair de 140 000 parts nouvelles de 1 euros chacune.

Les parts nouvelles seront intégralement libérées à la souscription.

Les parts nouvelles seront créées avec jouissance à compter de la date de la réalisation définitive de l'augmentation de capital. Elles seront alors complètement assimilées aux parts anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, en conséquence de la résolution précédente, constate :

- que les 140 000 parts nouvelles sont immédiatement souscrites par :

Monsieur Pierre-Marie DAUVIN, à concurrence de	12 250 parts
Mademoiselle Cindy CARIOU , à concurrence de	12 250 parts
La société JHC Investissement, à concurrence de	24 500 parts
Monsieur Jean-Philippe FILLIE, à concurrence de	91 000 parts

Total égal au nombre de parts nouvelles : 140 000 parts

- que chaque souscripteur a libéré le montant de sa souscription comme suit :

Monsieur Pierre-Marie DAUVIN
à concurrence de 12 250 euros, en numéraire

Mademoiselle Cindy CARIOU
à concurrence de 12 250 euros, en numéraire

La société JHC Investissement
à concurrence de 24 500 euros, en numéraire

Monsieur Jean-Philippe FILLIE
à concurrence de 91 000 euros, en nature

L'Assemblée Générale constate en outre :

- que la somme de 49 000 euros, correspondant au montant des souscriptions en numéraire a été déposée à la banque BANQUE POPULAIRE Aquitaine centre atlantique 67, avenue de St Médard – 33220 Eysines Grand-Louis à un compte "Augmentation de capital à réaliser" ouvert au nom de la Société ainsi que l'atteste le récépissé établi par ladite banque ;

- que l'augmentation de capital est ainsi régulièrement et définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée Générale décide de modifier les articles 6, 7 et 8 des statuts dont la rédaction est désormais la suivante :

ARTICLE 6- APPORTS

Il est ajouté à cet article l'alinéa suivant :
"Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1er octobre 2013, le capital social a été augmenté d'une somme de 49 000 euros en numéraire et par apport en nature effectué par Monsieur Jean-Philippe FILLIE de La propriété intellectuelle 321louez des codes sources, des noms de domaines 321louez.fr et 321louez.com d'une base de données d'annonce de 1956 propriétaires annonceurs, évalués à 91 000 euros,

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à cent cinquante mille euros (150 000 euros).

Il est divisé en 150 000 parts sociales de 1 euros chacune, entièrement souscrites et libérées dans les conditions exposées ci-dessus.

ARTICLE 8- PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

à Monsieur Pierre-Marie DAUVIN, treize mille cent vingt cinq parts sociales, ci 13 125 parts

à Mademoiselle Cindy CARIOU, treize mille cent vingt cinq parts sociales, ci 13 125 parts
à la société JHC Investissement, vingt six mille deux cent cinquante parts sociales, ci 26 250 parts
à Monsieur Jean-Philippe FILLIE, quatre vingt dix sept mille cinq cent parts sociales, ci 97500 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 150 000 parts

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant.

Le gérant

Enregistré à : S.I.E. DE BORDEAUX-MERIGNAC - ENREGISTREMENT
Le 24/10/2013 Bordereau n°2013/684 Case n°14 **Ext 3259**
Enregistrement : 375 € **Pénalités :**
Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros
Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros
L'Agente administrative des finances publiques

Carole LEGER
Agent Principal des Finances Publiques

CONTRAT D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

D'une part, Monsieur Jean-Philippe FILLIE

ET

La société E COMMERCE NETWORK, société à responsabilité limitée au capital de 10 000 euros, ayant son siège social 39 ALLEE FELIX NADAR, 33700 MERIGNAC, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro N° : 797 670 445 R.C.S. BORDEAUX en date du 10/10/2013 représentée par Monsieur Jean-Philippe FILLIE, gérant, régulièrement habilité à l'effet des présentes par une délibération de la collectivité des associés en date du 15 octobre 2013,

Ci-après dénommée "la société bénéficiaire",

D'autre part,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

APPORT

L'apporteur, soussigné de première part, apporte à la société E COMMERCE NETWORK, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par Monsieur Jean-Philippe FILLIE, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

La propriété intellectuelle 321louez des codes sources, des noms de domaines 321louez.fr et 321louez.com d'une base de données d'annonce de 1956 propriétaires annonceurs, évalués à 91 000 euros,

Lesdits biens sont évalués à la somme de 91 000 euros.

REMUNERATION DE L'APPORT

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné évalué à 91 000 euros, il sera attribué à l'apporteur 91 000 parts sociales nouvelles de la société E COMMERCE NETWORK d'une valeur nominale de 1 euros chacune, entièrement libérées, qui seront émises au pair à titre d'augmentation de capital.

Les parts sociales nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts anciennes et jouiront des mêmes droits à compter du 23/10/2013.

Conformément à la loi, Monsieur Jean-Philippe FILLIE, gérant de la société E COMMERCE NETWORK, déclare que les parts nouvelles seront attribuées comme il est indiqué ci-dessus et seront intégralement libérées.

Monsieur Jean-Philippe FILLIE, apporteur, reçonnaît la sincérité de cette déclaration.

VERIFICATION ET APPROBATION DE L'APPORT

L'apport qui précède ne deviendra définitif qu'au jour de sa vérification et de son approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés qui statuera.

Ces vérification et approbation devront intervenir au plus tard le 23/10/2013 ; à défaut, le présent acte sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :
- l'apporteur 13 rue Constantin 33000 BORDEAUX,
- la société bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de la société bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

Fait à Merignac
Le 23/10/2013
En 4 exemplaires

Le gérant

BANQUE POPULAIRE
AQUITAINE
CENTRE ATLANTIQUE
www.bpaca.banquepopulaire.fr

DADN 1439 IDX0 CPT36021132468 IDX1 0 FADN

ATTESTATION DE DEPÔT DE CAPITAL

Agence de: .....

Nous soussignés, Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique, attestons que la somme de :
.....quarante neuf mille.....euros
a été versée sur le compte n°.....36021132468.....
pour la libération du montant du capital de la société ~~en formation~~ (1).....SARL E COMMERCE NETWORK.....

Cette somme résulte de remises suivantes, effectuées par: (2)
remise de chèque de 26500 € de SARL JHC CONSEIL 27 avenue des MONDAULTS 33270 FLOIRAC
remise de chèque de 12250 € de M Pierre Marie DAUVIN 14 rue neuve 33000 BORDEAUX
remise de chèque de 12250 € de Cindy CARIOU allée Eric Nocher 96500 VINCENNES
Sous reserve d'encaissement

Le déblocage de cette somme interviendra lors de la production par le représentant dûment habilité de la société, de l'attestation d'inscription de celle-ci au Registre du Commerce de .....BORDEAUX.....et du numéro de SIRET correspondant.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

à. EYSINES....., le 17/10/2013

Le Directeur d'Agence

BANQUE POPULAIRE
AQUITAINE CENTRE ATLANTIQUE
67, avenue de Saint Médard - 33320 EYSINES
Tél. 05 57 22 71 20 Fax 05 81 63 71 16

(1)Mentionner la forme juridique de la société à constituer.
(2)Nature de la remise (chèque sous réserve d'encaissement, versement ou autre), nom et adresse du remettant.

Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique, société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L.512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit. Siren : 755 501 590 RCS Bordeaux. Siège social : 10 quai des Queyries 33072 Bordeaux Cedex. Intermédiaire d'assurance immatriculé à l'Orias sous le numéro 07 005 628. Numéro d'identification intracommunautaire FR66755501590. Code APE 6419 Z.